

Depuis des mois, face à l'inflation galopante, les travailleurs et les travailleuses de tous les secteurs professionnels se mobilisent pour obtenir des augmentations générales de salaire.

Le gouvernement ne répond aux urgences sociales et à la montée des inégalités que par des mesurettes inefficaces à l'image de la loi sur le pouvoir d'achat. Il poursuit même ses projets de régression sociale en matière de droit au chômage et de report de l'âge de départ à la retraite.

Dans le même temps, les entreprises touchent de plus en plus d'aides publiques – leur montant est estimé à plus de 157 milliards d'euros cette année. Les grandes entreprises, à l'image de Total Energies, versent toujours plus de dividendes à leurs actionnaires. Alors que

Dans le privé comme dans le public, les salaires décrochent, Selon la DARES, le salaire de base de toutes les catégories socio-professionnelles recule fortement à cause de l'inflation, aujourd'hui à plus de 6 % sur un an.

- - 2,3 % pour les employés,
- - 2,7 % pour les ouvriers,
- - 3,6 % pour les professions intermédiaires
- - 3,7 % pour les cadres.

Du côté du public, la récente hausse de 3,5 % annoncée par le gouvernement ne suffit même pas à rattraper les 6,2 % d'inflation annuelle. Un tel niveau n'avait pas été atteint depuis 1985 ! Cette « augmentation » masque en réalité une baisse de pouvoir d'achat de 2,6 %.

L'inflation est un puissant révélateur du conflit entre le capital et le travail. Les prix augmentent, les marges des entreprises explosent mais les salaires ne suivent pas et la perte du pouvoir d'achat s'accentue. Cette hausse globale des prix touche les produits de première nécessité : l'alimentation, + 11.8 %, l'énergie, + 19.2 %, les carburants, les transports...

L'inflation n'a pas le même impact pour tout le monde : lorsqu'elle augmente, la perte du pouvoir d'achat est plus importante en bas de l'échelle des salaires. Il faut ajouter que l'indice des prix n'est pas du tout un indicateur du coût de la vie. Il ne reflète pas les charges supportées par les ménages pour se loger - avec une part croissante de personnes vivant seules -, payer les assurances, bref, toutes les dépenses contraintes ou pré-engagées. Or, ces dépenses pèsent différemment sur le budget des ménages : beaucoup plus pour les revenus les plus faibles que pour ceux des plus aisés,

Les études montrent que 41% des dépenses des ménages les plus modestes partent dans le loyer, les abonnements à internet, aux transports, la cantine scolaire, etc, Contre 28% pour les ménages plus aisés.

Nous ne sommes pas tous égaux devant l'inflation

De leur côté, les profits n'ont jamais été aussi importants pour les entreprises du CAC 40. Selon un rapport de l'Observatoire des Multinationales, les deux tiers des groupes du CAC 40 ont battu leurs records historiques de profits. L'ensemble des groupes cotés à la bourse de Paris versé à leurs actionnaires plus de 80 milliards d'euros, soit une augmentation de 57 %.

Preuve que l'inflation est galopante, le Smic a été déjà revalorisé quatre fois depuis début 2022, sachant que ces augmentations sont indépendantes de toute volonté gouvernementale et patronale, car le SMIC est légalement indexé sur l'inflation. Les pensions ont été augmentées de 4 % cet été.

Pour lutter contre la hausse des prix devenue insurmontable pour de nombreux ménages, la CGT demande la hausse du Smic à 2 000 euros brut et l'indexation des salaires sur l'inflation.

La CGT prône des augmentations générales pour sortir de l'impasse. Seule une telle mesure est juste et efficace pour le pouvoir d'achat. Il faut dans un premier temps garantir que les salaires suivent l'augmentation des prix.

En parallèle, le gouvernement devrait bloquer les prix afin que ce soient les profits réalisés par les entreprises qui supportent le coût de l'inflation. C'est tout à fait possible au vu de leurs marges record.

L'enjeu est avant tout d'avoir un revenu décent,

Augmenter les salaires est essentiel pour obtenir des retraites décentes et dignes à 60 ans.

La hausse générale des salaires, c'est plus de cotisations pour la Sécurité sociale. C'est donc des moyens supplémentaires pour soigner, éduquer les enfants, être protégé·es en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, de handicap. C'est aussi mieux vivre et vieillir à la retraite.

Car voilà aussi le retour des annonces gouvernementales sur la question des retraites. +

Face au projet de réforme des retraites injuste et rejetée par la très grande majorité de la population, la CGT porte des propositions alternatives finançables avec une autre répartition des richesses pour défendre de bonnes retraites à 60 ans et plus tôt pour tous les métiers pénibles.

Le gouvernement ne doit pas s'en remettre à la seule bonne volonté des entreprises !

Malgré les répressions syndicales, les travailleur·ses engagé·es dans les mouvements sociaux restent déterminé·es. D'ailleurs de nombreux secteurs ont obtenu récemment de belles avancées salariales grâce au rapport de force. N'oublions pas que seules les mobilisations par la grève dans les entreprises ou les services obligent ces dernières à ouvrir des négociations.

Tous ensemble, obtenons des augmentations de salaires, du Smic, des pensions, l'indexation automatique de tous les niveaux de rémunération sur le coût de la vie.

Avec la CGT mobilisons nous pour préserver le pouvoir d'achat de tous les salariés, revendiquons :

- la mise en place de l'échelle mobile des salaires, avec la promulgation d'une nouvelle loi et la modification du code du travail.
- la revalorisation du SMIC à 2000 euros brut,
- sans oublier l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires, qui doit être revalorisé de manière automatique chaque année, dans les mêmes proportions que le SMIC.
- Le maintien de notre régime de retraite et notre protection sociale

C'est urgent et surtout c'est possible